

CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL UNIVERSITAIRE DE BREST

**Pôle Investissement**  
**Direction des Achats, de la Logistique et du Biomédical**

**Pouvoir adjudicateur :**  
C.H.U. de BREST  
2 avenue Foch  
29609 BREST CEDEX

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

### **APPEL D'OFFRES OUVERT**

## **Fourniture de Dispositifs médicaux non stériles pour le GHT de Bretagne Occidentale**

**Offres dématérialisées à déposer sur PLACE :**  
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

La procédure de consultation utilisée est la suivante :  
Appel d'offres ouvert en application de l'article R2124-2 et de la sous-section 1 « Appel d'offres  
Ouvert » de la section du Chapitre 1er du Titre VI du Code de la Commande Publique

**Date et heure limites de réception des plis :**

**17/04/2025 à 16h00**

Rédacteur : A. PESSIN  
Date : 05/02/2025  
Référence : 2024DAEM0071



## Sommaire

|   |           |
|---|-----------|
| <b>PREAMBULE SUR LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE - GHT .....</b>        | <b>3</b>  |
| <b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ .....</b>  | <b>4</b>  |
| 1.1    Objet .....  | 4         |
| 1.2    Forme du marché .....  | 4         |
| 1.3    Allotissement .....  | 4         |
| 1.4    Durée du marché - Délai d'exécution .....                                | 4         |
| <b>ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>                                 | <b>5</b>  |
| <b>ARTICLE 3 – PRIX ET REGLEMENT .....</b>                                      | <b>5</b>  |
| 3.1    Règlement des fournitures .....  | 5         |
| 3.2    Révision de prix .....   | 6         |
| 3.3    Cas d'évolution technologique ou de changement de référence: .....       | 6         |
| 3.4    Prix promotionnels .....   | 6         |
| 3.5    Versement d'avance .....   | 7         |
| 3.6    Conditions de règlement .....  | 7         |
| 3.7    Délai global de paiement .....   | 8         |
| 3.8    Paiement des cotraitants .....   | 8         |
| 3.9    Pénalités de retard .....  | 8         |
| 3.10   Pénalités au titre de l'article L.8222-6 du Code du Travail .....        | 9         |
| <b>ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION .....</b>                                  | <b>9</b>  |
| 4.1    Commande .....   | 9         |
| 4.2    Livraisons .....   | 9         |
| 4.3    Opération, vérification, admission .....                                 | 10        |
| 4.4    Formation .....  | 11        |
| <b>ARTICLE 5 – DISPOSITION GENERALES .....</b>                                  | <b>11</b> |
| <b>ARTICLE 6 – RESILIATION .....</b>  | <b>11</b> |
| <b>ARTICLE 7 – DIFFERENDS ET LITIGES .....</b>                                  | <b>12</b> |
| <b>ARTICLE 8 – DEROGATION AU CCAG - FOURNITURES COURANTES ET SERVICES .....</b> | <b>12</b> |
| <b>ARTICLE 9 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE .....</b>                                 | <b>12</b> |

## Préambule sur le Groupement Hospitalier de Territoire - GHT

En application :

de la Loi N° 2016 - 41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (article 107),  
du Décret N° 2016 - 524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT),  
du Décret N° 2017 - 701 du 02 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions  
et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la Santé Publique, au sein des GHT,  
de la convention constitutive du GHT

Le groupement hospitalier de territoire (GHT) de Bretagne Occidentale (territoire de santé n° 1) a été  
formé au 1er juillet 2016 par arrêté de l'agence régionale de santé Bretagne.

Le GHT de Bretagne Occidentale est composé des établissements suivants :

**Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest**

2 avenue Foch – 29609 BREST cedex

**Le Centre Hospitalier de Crozon**

Rue Théodore Botrel – BP 9 – 29160 CROZON

**Le Centre Hospitalier de Landerneau**

1 route de Pencran Lavallot – 29207 LANDERNEAU cedex

**Le Centre Hospitalier de Lanmeur**

9 rue Traon Bezedon – 29620 LANMEUR

**Le Centre Hospitalier de Lesneven**

Rue Barbier de Lescoat – 29260 LESNEVEN

**Le Centre Hospitalier des Pays de Morlaix**

15 rue de Kersaint-Gilly – 29672 MORLAIX cedex

**Le Centre Hospitalier de Saint Renan**

17 rue de Brest – 29290 SAINT RENAN

A ce titre, le pouvoir adjudicateur est l'établissement support du GHT, soit pour le GHT de Bretagne  
Occidentale :

**Centre Hospitalier Universitaire de Brest**

**2 avenue Foch**

**29609 BREST cedex**

Il assure la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement, conformément  
aux seuils de délégation de signature pour les marchés publics et contrats de concession.

Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest assure l'ensemble de la procédure de passation du marché  
et des avenants (article R6132-16 du Code de la santé publique). Il est chargé de signer le marché, les  
avenants et de les notifier.

Préambule sur la référence aux textes en vigueur

Cette procédure est passée en application du Code de la Commande publique, version consolidée au  
1er avril 2019.

Les documents de la consultation font référence à ce texte par la mention « Code de la Commande  
Publique » ou « CCP ».

## Article 1 – Objet du marché

### 1.1 Objet

La présente consultation a pour objet la : **Fourniture de Dispositifs médicaux non stériles pour le GHT de Bretagne Occidentale**

Lieux d'exécution :

- **Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest**  
avenue Foch – 29609 BREST cedex
- **Le Centre Hospitalier de Crozon**  
Rue Théodore Botrel – BP 9 – 29160 CROZON
- **Le Centre Hospitalier de Landerneau**  
1 route de Pencran Lavallot – 29207 LANDERNEAU cedex
- **Le Centre Hospitalier de Lanmeur**  
9 rue Traon Bezedon – 29620 LANMEUR
- **Le Centre Hospitalier de Lesneven**  
Rue Barbier de Lescoat – 29260 LESNEVEN
- **Le Centre Hospitalier des Pays de Morlaix**  
15 rue de Kersaint-Gilly – 29672 MORLAIX cedex
- **Le Centre Hospitalier de Saint Renan**  
17 rue de Brest – 29290 SAINT RENAN

### 1.2 Forme du marché

La présente procédure est un appel d'offre passée conformément aux dispositions de l'article L.2124-2 du code de la commande publique.

A l'issue de la dite consultation, les marchés conclus seront des **accords-cadres à bon de commande** selon les dispositions de l'article L.2125-1 du code de la commande publique. Ceux-ci s'entendent mono attributaire par lot et sans minimum mais avec un montant maximum indiqué paragraphe 1.4 Allotissement du Règlement de consultation.

### 1.3 Allotissement

L'accord cadre se décompose en 9 lots.

L'allotissement est précisé sur le Règlement de consultation. Chaque lot est attribué séparément. Un opérateur économique pourra se voir attribuer un ou plusieurs lots.

Les bons de commande seront émis, par chaque établissement adhérent, au fur et à mesure de la survenance des besoins.

### 1.4 Durée du marché - Délai d'exécution

Le marché prendra effet le 26/05/2025 ou à la date de notification si cette dernière est postérieure, pour une durée de 3 ans. Cette durée est renouvelable de manière tacite 1 fois pour une durée de 1 an.

La reconduction est considérée comme tacite. Le silence gardé par l'adhérent reconduit automatiquement le marché. Dans ce cadre, le titulaire du marché ne peut s'opposer à la reconduction selon les dispositions de l'article R 2112-4 du Code de la Commande Publique.

L'Etablissement se réserve la faculté de résilier le marché à n'importe quel moment, sans indemnité pour le titulaire en cas de mauvaise exécution ou non-exécution.

A défaut d'accord, le marché sera résilié en totalité par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée dans ce même délai. La résiliation prendra effet à l'issue de la période annuelle considérée

Résiliation : Voir chapitre 6 du présent C.C.A.P.

Les spécifications techniques et fonctionnelles sont précisées dans le règlement de consultation (RC) ainsi que dans les BPU

Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest, établissement support du GHT, se réserve la possibilité de confier au titulaire du présent marché, en application de l'article R2122-4 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations complémentaires à celles qui lui seront confiées au titre du présent marché, dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

## **Article 2 – Documents contractuels**

Les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité d'application, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses bordereaux de prix
- les bons de commande
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Brest fait seul foi
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Brest fait seul foi
- le Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services
- la réponse technique du titulaire
- l'attestation du marquage CE

Il est rappelé que le fait de répondre à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve du présent CCAP.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

## **Article 3 – Prix et règlement**

### **3.1 Règlement des fournitures**

Les fournitures seront réglées sur la base de prix unitaires figurant à l'acte d'engagement et dans ses annexes appliquées aux quantités réellement livrées

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au

transport pour des marchandises rendues au magasin général, conformément aux modalités pratiques décrites.

La monnaie de comptes du marché est l'Euro.

### **3.2 Révision de prix**

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont fermes pour la première année d'exécution du marché. Ils sont révisibles annuellement à chaque date anniversaire du marché.

La révision des prix pourra être faite par négociation entre le titulaire du marché et la Direction concernée, à la hausse comme à la baisse. La révision à la demande du titulaire devra être formulée par l'envoi d'un courrier en recommandé avec accusé de réception ainsi qu'un mail au responsable du marché et à la direction des Achats, de la Logistique et du Biomédical dans un délai de 2 mois avant la date anniversaire du marché.

Les hausses en résultant ne seront applicables qu'après accord écrit du CHU de Brest.

Toute demande de révision de prix devra impérativement être accompagnée du BPU initial de l'appel d'offre sous format Excel complété avec :

- Prix actuel
- Nouveau prix proposé
- Augmentation en %

Clause de sauvegarde : 1% par an

Clause butoir : 2% par an

### **3.3 Cas d'évolution technologique ou de changement de référence:**

Dans le cas de modification des produits n'entraînant pas de modification dans les résultats ou de modification de matériel, et quelle qu'en soit l'origine, le fournisseur sera tenu :

- de prévenir la Direction des Achats, de la Logistique et du Biomédical au moins deux mois à l'avance afin qu'il recueille, pour le changement, l'accord des utilisateurs,
- de maintenir pour la période d'exécution du marché restant à courir, le prix initial du produit,
- d'accepter, en cas de modification majeure, le retrait du lot correspondant à ce produit du marché.

### **3.4 Prix promotionnels**

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire peut, le cas échéant et à son initiative, octroyer des remises. Il peut notamment faire bénéficier les établissements adhérents du groupement de commande, d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ou pourcentage qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire adresse, au moins 7 jours ouvrables avant la date d'effet du nouveau prix, le tarif promotionnel au C.H.U. de Brest, ainsi que toutes les précisions nécessaires :

- durée de validité de la promotion (début et fin),
- désignation des produits et lots concernés,
- le prix et/ou le % de remise consenti.

Ces prix promotionnels se substituent alors automatiquement aux prix contractuels pendant les périodes définies.

La baisse de prix s'applique à toutes les commandes émises pendant toute la durée de la promotion. A l'expiration de la période promotionnelle, les prix initiaux annexés à l'acte d'engagement entrent à nouveau en vigueur.

### **3.5 Versement d'avance**

Une avance de 10% peut être accordée sur demande écrite du titulaire.

Cette clause ne s'applique pas si le montant de la commande est inférieur au seuil de 50 000 € H.T. Dans le cas où le titulaire souhaiterait le versement de cette avance, il leur sera demandé la production d'une garantie à première demande.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant minimum TTC.

### **3.6 Conditions de règlement**

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. Le dépôt d'une facture électronique sur Chorus Pro ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Le paiement est effectué par mandat administratif, à la décision expresse d'admission, sur présentation de factures établies en un seul original et une copie portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- Le nom et l'adresse du créancier, le numéro de SIRET
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- Le prix unitaire HT des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- Le pourcentage de remise accordé
- Le prix unitaire net H.T. (remise déduite)
- Le montant hors T.V.A.
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant total T.V.A. comprise correspondant aux fournitures livrées.

- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- Le numéro et la date du bon de commande et le numéro de marché
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- Le numéro d'identité de l'émetteur (*ou à défaut, son identifiant*) et celui du destinataire de la facture.
- Le code d'identification du service en charge du paiement

|                       | CHU DE BREST  | CH DE MORLAIX   | CH DE LANDERNEAU | CH DE SAINT RENAN | CH LESNEVEN          | CH DE CROZON |
|-----------------------|---|---|------------------|-------------------|----------------------|--------------|
| Identifiant Structure | 20002305900013  | 26290009500015  | 262900003800015  | 26290011100028    | 26290012900012       | 2900000090   |
| Service               | Direction des Achats, de la Logistique et du Biomédical | Direction de l'Approvisionnement, Logistique et Travaux |                  | ECONOMAT          | Services Economiques | Magasin      |
| Code service          | AM  | E   | HA_DSEL_2        | 9100              | ACHATS               | MC           |
| Engagement            | OBLIGATOIRE   | OBLIGATOIRE   | OBLIGATOIRE      | OBLIGATOIRE       | OBLIGATOIRE          | N°commande   |

### 3.7 Délai global de paiement

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à **50 jours**. Le dépassement ouvre de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le délai de mandatement s'apprécie à compter de **la date de réception des factures**.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception des factures ou avoirs par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

### 3.8 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### 3.9 Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité.



Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de non-respect du délai maximum contractuel, hors cas de force majeure au sens jurisprudentiel français, les pénalités contractuelles seront calculées de la manière suivante :

**0,5% de la valeur HT de la commande de l'équipement par jour calendaire de retard, toute journée entamée étant due avec un maximum de 20 % de la valeur HT de cette commande.**

### **3.10 Pénalités au titre de l'article L.8222-6 du Code du Travail**

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué une pénalité journalière de 100€ H.T., dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant TTC du marché.

## **Article 4 – Modalités d'exécution**

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se dérouleront en français ; il appartiendra au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

### **4.1 Commande**

L'exécution du marché s'opère par bons de commande établis au fur et à mesure des besoins et visés et adressés par la Direction des Achats, de la Logistique et du Biomédical ou son représentant de chacun des établissements membres du GHT Bretagne Occidentale.

Toute livraison effectuée en l'absence de bon de commande ne fera l'objet d'aucun règlement.

### **4.2 Livraisons**

La livraison sera effectuée suivant les dispositions visées au bon de commande, conformément aux dispositions visées au C.C.T.P. et conformément aux modalités pratiques décrites ci-dessous.

Elles seront faites par les soins du titulaire, à ses frais et risques, franco de port et d'emballage sans minimum de commande.

#### **INCOTERMS : DDP**

Toutes les livraisons effectuées par le titulaire seront soumises à l'Incoterms DDP tel que défini par les Règles Incoterms en vigueur à la date de signature du contrat.

#### Délais de livraison :

Le délai de livraison court à compter de la date d'émission du bon de commande.

La fourniture devra être livrée dans un délai égal ou moindre au délai spécifié dans l'offre du titulaire.

A défaut il sera fait application de l'article 3.9 du présent CCAP.

#### IMPORTANT

En cas de problème concernant ces livraisons, le fournisseur s'engage à prévenir la Direction des Achats, de la Logistique et du Biomédical ou son représentant de chacun des établissements membres du GHT émetteur du bon de commande, dès réception de la commande.

Les livraisons seront effectuées en présence du responsable du magasin ou de ses représentants, seuls habilités à réceptionner les marchandises et à viser les bons de livraison et/ou bons de transport.

Les bons de livraison sont conformes à la description reportée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (Chapitre 3 " MODALITES DE LIVRAISON ").

Le fournisseur se conformera aux recommandations émises dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (Chapitre 3 " MODALITES DE LIVRAISON ", paragraphes 2.4 et 2.5 "CONDITIONNEMENTS ET ETIQUETAGE").

En cas :

- de refus de livraison
- de non remplacement dans les délais impartis d'une fourniture ayant fait l'objet d'un rejet,
- de rupture de stock d'un produit référencé au marché,

le pouvoir adjudicateur pourra s'approvisionner auprès du fournisseur de son choix, aux frais et risques du titulaire, sans mise en demeure.

En cas de rupture de stock d'un produit référencé au marché et que le titulaire est à même de remplacer par un produit d'une autre référence : le prix facturé ne pourra être supérieur à celui du produit retenu au marché si celui-ci est plus cher.

#### **4.3 Opération, vérification, admission**

La constatation de l'exécution des commandes et les décisions qui s'en suivent seront conformes aux stipulations du C.C.A.G./Fournitures Courantes et de Services.

Dans le cas où des échantillons ont été demandés dans le cadre de la consultation : L'échantillon et sa fiche technique fournis par le titulaire dans le cadre de la consultation serviront de critères de référence et demeurent contractuels en cas de contestation sur les livraisons.

En cas de litige, le C.H.U. de BREST, en tant qu'établissement support au Groupement hospitalier Bretagne Occidentale, se réserve le droit de faire procéder à tout contrôle de la qualité.

Les produits livrés qui ne seraient pas strictement identiques aux modèles proposés, qui, à l'usage, ne donneraient pas satisfaction ou qui ne seraient plus livrés selon les directives indiquées au C.C.T.P., devront être repris ou échangés aux seuls frais du fournisseur.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la quantité indiquée sur le bon de commande, le titulaire du marché, suivant le cas, se verra refuser l'excédent de la commande ou au contraire invité à compléter la livraison dans les délais prescrits.

**Vérification** : elle aura lieu dans les locaux de l'établissement, par les agents désignés à cet effet et sera qualitative et quantitative.

**Admission** : l'admission sera prononcée par l'agent habilité au service. Elle est matérialisée par le bulletin de livraison et son duplicata qui, visé par signature du représentant de la personne responsable du marché vaut procès-verbal d'acceptation, sous réserve des vices cachés. La signature du bon de livraison par la personne responsable des réceptions est impérative. A défaut la marchandise sera considérée comme non réceptionnée.

#### **4.4 Formation**

A la demande du CHU de Brest ou d'un établissement du GHT, le titulaire doit être en mesure de dépêcher un formateur qualifié sur site pour assurer la formation des utilisateurs à l'utilisation correcte des produits et aux bonnes pratiques associées à la charge du titulaire.

### **Article 5 – Disposition générales**

Le pouvoir adjudicateur accorde en tant qu'établissement de santé, une attention particulière au suivi de la qualité des marchandises et des services fournis dans le cadre du marché.

### **Article 6 – Résiliation**

Le marché pourra être résilié suivant les dispositions prévues au chapitre 7 du C.C.A.G./Fournitures Courantes et Services. Par dérogation à l'article 42, le titulaire ne pourra prétendre en aucun cas au versement d'une indemnité tel que prévu aux articles 43 du C.C.A.G.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de résilier totalement ou partiellement ou de modifier le marché pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- carence du fournisseur : si les utilisateurs décèlent une dégradation de la qualité entraînant des résultats non satisfaisants ;
- en cas de retard manifestes et répétés
- cessation de fabrication ou commercialisation de la part du fournisseur attributaire qui en aura avisé le Directeur des Achats et des Equipements Médicaux au moins deux mois à l'avance
- non-respect de l'une des clauses du présent C.C.A.P
- pour suivre l'évolution des techniques
- pour homogénéiser ses méthodes de travail (changement d'appareil, refonte du plateau technique...)
- en cas de cessation volontaire de commerce, faillite ou de liquidation judiciaire, le marché sera résilié de plein droit, sans préjudice des droits à exercer au nom du C.H.R.U. sur les prix des livraisons non soldées. En cas de cession de fond de commerce, le nouveau titulaire prendra à sa charge, après élaboration d'un avenant de transfert, les engagements souscrits par son prédécesseur.

#### **ATTENTION**

En cas de manquement du fournisseur titulaire du marché mettant l'établissement dans l'obligation de se faire livrer par un autre fournisseur, le titulaire prendra à sa charge le *surcoût* de l'opération sur production par le CHU de Brest de la facture correspondante.

Si la résiliation est prononcée en application de l'article 38 du C.C.A.G./F.C.S., l'établissement se réserve la possibilité de faire exécuter la fourniture aux frais et risques du titulaire (article 41 du C.C.A.G./F.C.S. – Arrêté du 30 mars 2021).

La résiliation globale ou partielle sera prononcée par lettre recommandée avec accusé de réception et prendra effet 15 jours après sa notification au titulaire.

## **Article 7 – Différends et litiges**

En cas de différends ou litiges, les parties s'en rapporteront après avoir épuisé toutes les possibilités d'accords, à un expert choisi par eux avant tout recours devant la juridiction administrative la plus proche.

La loi française est la seule applicable. Les correspondances relatives au(x) marché(s) sont rédigées en français. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

## **ARTICLE 8 – Dérogation au CCAG - Fournitures Courantes et Services**

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS il n'est pas établi de liste récapitulative des CCAG auxquels il est dérogé.

## **Article 9 – Comptable assignataire**

La liste des Trésoriers chargés du paiement des prestations figure ci-dessous :

### **C.H.U. de BREST :**

Trésorerie Principale  
Centre des Finances Publiques  
Trésorerie Brest CH  
8 rue Duquesne – BP 91066  
29609 BREST Cedex

Mention manuscrite  
« Lu et approuvé »

Date  
Signature du candidat